

Le 4 décembre 2012

## "Les précarités énergétiques" Peut-on s'accommoder d'une énergie chère ?

Jean-Pierre HAUET

*KB Intelligence*

*Associate Partner*

On peut aujourd'hui retenir hypothèse, de moins en moins contestée et au demeurant confortée par l'expérience récente, d'un accroissement progressif du prix de l'ensemble des énergies, quelle qu'en soit la raison.

Beaucoup d'efforts sont menés pour limiter cette dérive par le développement de nouvelles sources d'énergie, par la diversification des approvisionnements, etc. Ces efforts relèvent d'une **stratégie de mitigation** qui fait l'objet de nombreux développements. Nous ne l'aborderons pas dans le présent papier. Nous noterons cependant que ce qui est cher, ce sont les hydrocarbures, et le pétrole en particulier qui pèse dramatiquement sur notre équilibre commercial, alors que l'électricité reste encore aujourd'hui bon marché en France (44 % moins chère qu'en Allemagne pour les consommateurs domestiques, selon les statistiques des Communautés européennes). Curieusement, les politiques publiques actuelles tendent à renchérir le prix de l'électricité, par la limitation du nucléaire et le développement d'énergies de substitution plus onéreuses, alors que des restrictions sont imposées à la recherche de ressources domestiques d'hydrocarbures qui pourraient venir desserrer la contrainte pétrolière...

Quoi qu'il en soit, il demeure que l'énergie reste indispensable à la croissance économique, au confort et au bien être des peuples. Il faudra donc toujours consommer de l'énergie, quel qu'en soit le prix. En complément d'une **stratégie de mitigation**, se pose donc le problème d'une **stratégie d'adaptation**, non pas pour pallier les

causes de la dérive du prix des énergies mais pour pallier ses conséquences.

Les consommations d'énergie s'analysent économiquement comme une dépense et donc comme l'affectation obligée d'un certain pourcentage du PIB. Ce pourcentage a atteint, en 2011, 3.1 % alors qu'il n'était que de 1 % dans les années 1990. Il représente donc une ponction très importante sur les ressources de la nation, des particuliers comme des entreprises. Dans des cas de plus en plus fréquents, il atteint le seuil de l'insupportable et crée des situations de précarité.

### **Economiser l'énergie mais jusqu'où ?**

Une stratégie d'adaptation passe en premier lieu par une limitation des consommations donc par une utilisation plus rationnelle de l'énergie. Des progrès très importants ont été réalisés dans certains domaines : celui de l'éclairage en est l'exemple type. Mais la question doit être posée de savoir si les notions de croissance sobre (ce qui est un oxymore), de décorrélation de la croissance et de la consommation d'énergie n'ont pas été « survendues ». En outre économiser l'énergie implique souvent un effort d'investissement qui dans le court terme se traduit nécessairement par un prélèvement accru sur les ressources disponibles. Les débats menés à Bruxelles préalablement à l'adoption de la directive « efficacité énergétique » montrent les limites d'une stratégie fondée sur les économies d'énergie. La morosité économique et la délocalisation de productions dispendieuses en énergie conduisent, comme pour les émissions de

CO<sub>2</sub>, à se réjouir de résultats qui ne sont pas intrinsèquement démontrés.

### Faire de la dépense en énergie un investissement

Si la consommation d'énergie présente ainsi, pour l'essentiel, un caractère fatal, il faut faire en sorte que les dépenses en énergie ne soient pas stériles. L'énergie est nécessaire à la croissance mais elle peut également susciter la croissance. Pour éviter la perte sèche que constitue l'achat d'hydrocarbures sans contreparties, plusieurs voies s'ouvrent :

- l'achat de produits importés dans le cadre de flux commerciaux équilibrés par la volonté des deux parties ;
- l'investissement dans des filières à forte densité capitalistique, nucléaire et énergies nouvelles notamment ;
- le développement de filières à fort contenu d'emplois, spécialement celles dont les perspectives à l'export sont les plus favorables (ce qui suppose la compétitivité).

Historiquement, avec l'usage du bois, puis l'exploitation du charbon, puis le développement de l'hydraulique et enfin plus récemment avec le programme nucléaire, la France avait su faire de sa dépense en énergie une dépense doublement productive, créatrice d'activités et d'emplois.

Faire à nouveau de la dépense en énergie un facteur de croissance, c'est incontestablement l'un des défis auxquels la France est confrontée, défi face auquel le politique n'est pas désarmé et qui peut donner lieu à un grand élan national. Mais il faut le faire dans des domaines prometteurs et pas trop éloignés du seuil de compétitivité.

### La question des prix

La question des prix est centrale. L'idée de tarifs réservés aux personnes défavorisées ressurgit à nouveau avec force. Bien entendu, les aspects sociaux, liés à la précarité de la situation de beaucoup de nos concitoyens, ne doivent pas être oubliés. Mais ils doivent être traités en tant que tels et si les prix de l'énergie sont utilisés comme vecteurs de redistribution sociale, il faut le faire en

toute transparence de façon que des prix ajustés vers le bas ne soient pas considérés comme la règle mais comme l'exception.

Marcel Boiteux disait « *les horloges sont faites pour dire l'heure et les prix pour dire les coûts* ». Il y a de grands risques à s'écarter d'un système dans lequel les prix ne sont plus représentatifs des coûts. Ne pas envoyer les bons signaux conduit nécessairement à s'écarter de l'optimum économique et souvent pour longtemps.

Par ailleurs mettre en place des systèmes dégressifs ou progressifs pose nécessairement une kyrielle de problèmes pratiques avec des risques évidents de fraude ou simplement de détournement de la réglementation.

Le tarif social peut être judicieux et il a d'ailleurs toujours existé ; mais il faut qu'il soit limité à des cas précis et que le financement n'en incombe pas à l'entreprise. Quant au malus destiné à taxer les fortes consommations, on imagine avec inquiétude la complexité de sa mise en œuvre, notant que sur le fond il revient à considérer comme blâmable le développement de la consommation d'électricité. Les usagers ont bien compris et admis les bonus/malus sur les assurances et sur les émissions de CO<sub>2</sub> des véhicules. Mais depuis quand consommer de l'électricité est-il devenu un péché ?

L'électricité était jadis qualifiée de « *fée électricité* ». Elle était considérée comme facteur de confort et de progrès. Voilà que l'on voudrait à présent en faire une pratique condamnable qu'il faut réprimer comme l'abus d'alcool ou de médicament, alors qu'elle ne pèse en France que très marginalement sur les importations d'hydrocarbures, sur le commerce extérieur et sur les émissions de CO<sub>2</sub>.

Il y a bien d'autres chantiers à ouvrir de façon plus urgente si l'on veut faire de la « transition énergétique » une transition vers le retour à la croissance.